

DELIBERATION N° 72/2023
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE du 11 décembre 2023

Sous la présidence de M. NEDJAR, Maire

Présents : M. NEDJAR, Mme MACKOWIAK, M. BOURÉ, M. FLORIN, M. DADDA, Mme EL HAJOUÏ, M. MENIRI, Mme BOCK, M. POESSEL, M. PROD'HOMME, M. RUBANY, M. NITOU SAMBA, M. OLIVIER, Mme CETINKAYA, Mme NAZEF, M. BUISINE, Mme UMAKANTHAN, M. BIRACH, M. MILLET, M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER, M. MAILLARD, M. BOUTRY, M. SAHED, M. PEULVAST.

Excusés et ont donné procuration : Mme GOMEZ à M. FLORIN, Mme EL MANANI à M. OLIVIER, Mme TIZNITI à Mme MACKOWIAK, Mme BOULET à Mme CETINKAYA, Mme DIALLO à Mme NAZEF.

Secrétaire de séance : Mme NAZEF.

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Objet : Modification du règlement intérieur du Conseil municipal

Monsieur le Maire expose :

Monsieur le Maire rappelle qu'aux termes de l'article L.2121-8 du Code général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit établir son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Le règlement intérieur adopté le 7 juillet 2021 appelle des modifications, en égard notamment aux modalités d'expression des groupes politiques du Conseil municipal dans le bulletin municipal et sur le site internet de la Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE par 28 voix pour et 5 voix contre (M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER)

D'ADOPTER le règlement présenté et joint à la présente.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, les jours, mois et ans susdits et ont signé les membres présents.



A blue circular stamp of the Mairie de Limay (Yvelines) is overlaid with a handwritten signature in red ink.

Le Maire

D. NEDJAR

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Modification du règlement intérieur du conseil municipal

Date de transmission de l'acte : 18/12/2023

Date de réception de l'accusé de
réception : 18/12/2023

Numéro de l'acte : DELIB-72-2023 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 078-217803352-20231211-DELIB-72-2023-DE

Date de décision : 11/12/2023

Acte transmis par : Francine LIENHARD

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 5. Institutions et vie politique
5.2. Fonctionnement des assemblées



Ville de LIMAY

**REGLEMENT INTERIEUR
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Approuvé au Conseil municipal du 11 décembre 2023

Sommaire

Chapitre I : dispositions générales

Article 1 : Election du Maire et des Adjoints p 3

Chapitre II : Réunions du conseil municipal

Article 2 : Périodicité des séances p 3
Article 3 : Convocations p 4
Article 4 : Ordre du jour p 4
Article 5 : Accès aux dossiers p 4/5
Article 6 : questions relatives à l'information donnée sur les décisions du Maire prises par délégation du conseil municipal en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT p 5
Article 7 : Questions orales p 5/6
Article 8 : Vœux et motions p 6
Article 9 : Groupes politiques p 6

Chapitre III : Commissions

Article 10 : Commissions municipales p 7
Article 11 : Les comités consultatifs p 8

Chapitre IV : Tenue des séances du conseil municipal

Article 12 : Présidence p 8
Article 13 : Quorum p 8/9
Article 14 : Mandats p 9
Article 15 : Secrétariat de séance p 9
Article 16 : Accès et tenue du public p 9/10
Article 17 : Enregistrement des débats p 10
Article 18 : Séance à huis clos p 10
Article 19 : Police de l'assemblée p 10

Chapitre V : Débats et votes des délibérations

Article 20 : Déroulement de la séance p 10/11
Article 21 : Débats ordinaires p 11
Article 22 : Débat d'orientation budgétaire p 12
Article 23 : Suspension de séance p 12
Article 24 : Amendements p 12
Article 25 : Votes p 12/13
Article 26 : Clôture de toute discussion p 13

Chapitre VI : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 27 : Procès-verbaux p 13/14
Article 28 : Comptes rendus p 14

Chapitre VII : Dispositions diverses

Article 29 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux p 14
Article 30 : Bulletin d'information générale p 14/15
Article 31 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs p 15
Article 32 : Modification du règlement p 15
Article 33 : Application du règlement p 15

PREAMBULE

Conformément à l'article L2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal établit son règlement intérieur, lequel complète le Code Général des Collectivités Territoriales par des dispositions d'ordre intérieur.

Le présent règlement intérieur vise à faciliter le fonctionnement démocratique de l'assemblée communale, dans le respect des dernières évolutions législatives et réglementaires en vigueur.

Le présent règlement intérieur reste en vigueur jusqu'à l'adoption d'un nouveau texte par le Conseil municipal.

Chapitre I : dispositions générales

Article 1 : Election du Maire et des adjoints

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal. Le Conseil municipal élit le Maire et les adjoints parmi ses membres.

Après l'élection du Maire, le Conseil municipal fixe le nombre d'adjoints et les modalités de dépôt des listes.

Les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Le vote a lieu à scrutin secret (articles L2122-4 et L2122-7-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Ces bulletins sont collectés dans une urne. Après avoir prononcé la clôture du scrutin, le Maire procède publiquement au dépouillement en s'adjoignant les services du conseiller le plus jeune désigné parmi les différents groupes politiques. Il proclame les résultats.

Chapitre II : Réunions du conseil municipal

Article 2 : Périodicité des séances

Art L 2121-7 du CGCT : Le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Art L 2121- 9 du CGCT : le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice dans les communes de 1 0000 habitants et plus. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai.

Article 3 : Convocations

Art L 2121-10 du CGCT : Toute convocation est faite par le Maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Art L 2121-12 du CGCT : Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation.

Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal (conformément à l'art 5 ci-dessous).

Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs. En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion de tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Conformément à l'art L2121-7, le conseil municipal se réunit et délibère à la Mairie, 5 avenue du Président Wilson 78520 LIMAY en salle du Conseil municipal.

Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, ou si des circonstances exceptionnelles l'exigent, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances.

Article 4 : Ordre du jour

Le Conseil municipal délibère sur les questions de sa compétence et inscrites à l'ordre du jour par le Maire.

L'ordre du jour est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Le Conseil municipal peut accepter, sur proposition du Maire en début de séance, l'inscription ou la radiation d'une question à l'ordre du jour.

Article 5 : Accès aux dossiers

Art L. 2121-13 du CGCT : Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Art L. 2121-26 du CGCT : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux. Chacun peut les publier sous sa responsabilité. La communication des documents mentionnés au 1^{er} alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du Maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L.311-9 du code des relations entre le public et l'administration. Les

dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes.

Les Conseillers municipaux souhaitant obtenir des informations sur les affaires qui font l'objet d'une délibération doivent adresser leur demande, par écrit ou par courriel, auprès du Cabinet du Maire et de la Direction générale des Services.

Durant les 5 jours précédant la séance et le jour de la séance, les Conseillers municipaux peuvent consulter les projets de contrats, notamment de délégations de service public et de marchés, sur place, au Secrétariat général et aux heures ouvrables.

La Ville assure la diffusion de l'information auprès des membres du Conseil municipal par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.

Article 6 : Questions relatives à l'information donnée sur les décisions du maire prises par délégation du Conseil municipal en vertu de l'article L. 2122-22 du CGCT :

Les questions relatives aux décisions prises en vertu de l'article précité doivent faire l'objet d'une transmission par écrit ou par courriel, auprès du Cabinet du Maire et de la Direction générale, 48 heures avant la date du Conseil municipal.

Article 7 : Questions orales

Art L. 2121-19 du CGCT : Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions.

Les questions orales portent sur des sujets d'intérêt strictement communal, ne se rapportant pas directement aux sujets inscrits à l'ordre du jour. Les questions ne devant pas donner lieu à un vote, elles doivent être présentées de façon synthétique. Dans leur présentation, les questions n'ont pas pour objet de développer un sujet ni d'exprimer des positions sur un sujet.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Elles devront faire l'objet d'une transmission par écrit ou par courriel, auprès du Cabinet du Maire et de la Direction générale, au plus tard 48 heures avant la date du Conseil municipal.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance. Elles sont posées par des conseillers municipaux et sont limitées à 1 question orale par conseiller municipal. Le conseiller municipal, auteur de la question, doit se limiter au texte qu'il a proposé.

Les réponses à ces questions sont apportées par le Maire, l'adjoint ou le conseiller délégué compétent, soit oralement au cours de la séance, soit par écrit à une séance ultérieure.

La durée de la séance des questions orales et des réponses est limitée par le Maire à 30 minutes au total. Dans ce cas, toute question orale qui n'a pu être exposée durant la séance, est reportée d'office et traitée en priorité à la séance suivante.

Article 8 : Vœux et motions

Tout conseiller municipal peut adresser au maire les vœux et motions qu'il entend soumettre au conseil municipal, au moins 48 heures avant la date de séance. Les vœux et motions sont soumis au débat et au vote au même titre que les affaires soumises à l'ordre du jour.

Les vœux et motions adoptées n'entrant pas dans le champ d'intervention du conseil municipal sont transmis au représentant de l'Etat dans le département.

Article 9 : Groupes politiques

Pour constituer un groupe, il est nécessaire de réunir au moins 4 conseillers municipaux. Le Maire peut réunir en tant que besoin les présidents de groupe sur tout sujet relatif à l'organisation des débats.

Chaque Conseiller municipal ne peut adhérer qu'à un seul groupe.

La liste présentée devant les citoyens lors des élections municipales, et d'où les conseillers municipaux tirent leur légitimité, est à la base du fonctionnement politique du conseil municipal. Sur cette base, les membres du conseil municipal peuvent constituer des groupes par déclaration adressée au Maire et signée par tous les membres du groupe.

Les groupes notifient, par courrier, leur organisation au Maire.

La modification de la composition ou du nombre de groupes est portée à la connaissance du Maire sous la double signature du conseiller intéressé et du président du groupe s'il s'agit d'une adhésion, sous la seule signature du conseiller intéressé s'il s'agit d'une radiation volontaire, sous la seule signature du président de groupe s'il s'agit d'une exclusion.

Le Maire en donne connaissance au Conseil municipal.

Sur proposition du Maire, l'assemblée peut, à la majorité, rejeter tout projet d'appellation de groupe pouvant susciter la confusion tant en son sein qu'à l'extérieur.

Un groupe ne peut s'exprimer officiellement au nom du Conseil municipal, au nom d'une commission ou des services de la Ville.

Chapitre III : Commissions

Article 10 : Commissions municipales

Art L. 2121-22 du CGCT : Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché. La composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Le conseil municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront. La désignation des membres des commissions est effectuée au scrutin secret. Lors de la première réunion, les membres de la commission procèdent à la désignation du vice-président.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

La commission se réunit sur convocation du Maire ou du vice-président. Il est toutefois tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller en format papier à son domicile, ainsi que par courriel, 5 jours avant la tenue de la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents. Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision à l'exception de la commission d'appels d'offres. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Article 11 : Comités consultatifs

Conformément à l'article L 2143-2 du code général des Collectivités territoriales, des comités consultatifs peuvent être créés par le Conseil municipal qui en fixe la présidence et la composition, sur proposition du Maire, ainsi que les modalités de fonctionnement pour examiner tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune.

Chaque comité, présidé par un membre du conseil municipal de la majorité, est composé d'élus et/ou de personnalités extérieures au conseil municipal et particulièrement qualifiées ou directement concernées par le sujet soumis à l'examen du comité.

La liste des membres est fixée par arrêté du Maire.

Le comité consultatif se réunit sur convocation du président.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque conseiller en format papier à son domicile, ainsi que par courriel, 5 jours avant la tenue de la réunion.

Les séances du comité consultatif ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents

Les avis émis par les comités consultatifs seront transmis au conseil municipal mais ne sauraient en aucun cas lier sa décision.

Chapitre IV : Tenue des séances du conseil municipal

Article 12 : Présidence

Art L. 2121-14 du CGCT : Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Le président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce l'interruption des débats, la suspension et la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 13 : Quorum

Art L. 2121-17 du CGCT : Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal

s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Article 14 : Mandats

Art L. 2121-20 du CGCT : Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Le mandataire remet la délégation de vote ou mandat au président de séance lors de l'appel du nom du conseiller empêché. La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance. Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Si le conseiller municipal ayant donné pouvoir peut cependant être présent, celui-ci prend part au vote et le pouvoir devient caduc.

Article 15 : Secrétariat de séance

Art L. 2121-15 du CGCT : Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire. Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Le secrétaire de séance assiste le maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Les auxiliaires (personnels administratifs) ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve.

Article 16 : Accès et tenue du public

Art L. 2121-18 du CGCT : Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites. En cas de troubles manifestes affectant les travaux de

l'assemblée, le président peut ordonner l'expulsion de tout ou partie du public. Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

Le Président de la séance a la possibilité de donner la parole au public en fin de séance du conseil municipal.

Ces séances peuvent être retransmises par des moyens de communication audiovisuelle.

Article 17 : Enregistrement des débats

Art L. 2121-18 alinéa 3 du CGCT : Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16 (police de l'assemblée voir art 19 ci-dessous), ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Article 18 : Séance à huis clos

Art L. 2121-18 alinéa 2 du CGCT : Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Conseil municipal. Lorsqu'il est décidé que le Conseil municipal se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 19 : Police de l'assemblée

*Art L. 2121-16 du CGCT : Le maire a seul la police de l'assemblée.
Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.
En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.*

En cas de crime ou de délit (propos injurieux ou diffamatoires ...), le Maire en dresse procès-verbal et en saisit immédiatement le procureur de la République.

Les téléphones portables doivent être en mode silencieux dès l'ouverture de la séance du conseil municipal à l'exception du téléphone portable d'astreinte des élus.

Il appartient au Maire ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement. Il rappelle à l'ordre le Conseiller qui tient des propos contraires à la loi, au règlement ou aux convenances.

Chapitre V : Débats et votes des délibérations

Art L. 2121-29 du CGCT : Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune. Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département. Lorsque le conseil

municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre. Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.

Article 20 : Déroulement de la séance

Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour. Il soumet à l'approbation du conseil municipal les points urgents qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'examen du conseil municipal du jour. Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Le Maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation. Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Le Maire peut demander à entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal sur un dossier précis présenté au conseil municipal.

Article 21 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil municipal qui la demandent. A l'occasion de l'examen d'un point inscrit à l'ordre du jour, chaque groupe politique, par l'intermédiaire de ses membres, peut intervenir à deux reprises. Un conseiller municipal ne peut s'exprimer qu'après avoir obtenue la parole du président, même s'il est autorisé exceptionnellement par un orateur à l'interrompre.

Les conseillers municipaux prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande. Au-delà de 5 minutes d'intervention, le Maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Lorsqu'un membre du conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole lui est retirée par le Maire qui peut également le rappeler à l'ordre. Après deux rappels à l'ordre restés infructueux, l'assemblée, sur proposition du président, peut interdire la parole pour le reste de la séance au conseiller rappelé à l'ordre, et peut en outre, prononcer son exclusion temporaire pour la durée de la séance.

Si un orateur parle sans avoir obtenu la parole ou s'il prétend la conserver après que le président la lui a retirée, le président peut déclarer que ses paroles ne figureront pas au procès-verbal.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 22 : Débat d'orientation budgétaire

Art L. 2312-1 du CGCT Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication.

Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal ; il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Article 23 : Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le président de séance. Le président peut mettre aux voix toute demande émanant d'un conseiller.

Il revient au président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 24 : Amendements

Les projets de délibérations peuvent être amendés avant chaque séance de Conseil municipal. Ainsi, des amendements aux projets de délibération peuvent être déposés, par écrit ou par courriel, auprès du Cabinet du Maire et de la Direction générale des Services, 48 heures au plus tard avant la date de la séance. Le Conseil municipal décide si ces amendements sont mis en délibération ou rejetés.

Les corrections de formulation ou les erreurs manifestes de rédaction ne sont pas considérées comme des amendements.

Article 25 : Votes

Art L. 2121-20 alinéas 2 et 3 du CGCT : Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Art L. 2121-21 du CGCT : Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés. Le Conseil municipal vote de l'une des quatre manières suivantes :

- à main levée,
- par assis et levé,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Le mode de votation ordinaire est le vote à main levée. Il est constaté par le président et le secrétaire qui comptent, s'il est nécessaire, le nombre de votants pour et le nombre de votants contre.

Le vote du compte administratif présenté annuellement par le Maire doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 26 : Clôture de toute discussion

Les conseillers municipaux prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande. Il appartient au président de séance seul de mettre fin aux débats.

Un membre du conseil peut demander qu'il soit mis fin à toute discussion et qu'il soit procédé au vote.

Chapitre VI : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 27 : Procès-verbaux

Art L. 2121-23 CGCT : Les délibérations sont inscrites par ordre de date.

Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

Les séances publiques du Conseil municipal sont enregistrées et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique. Le Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le procès-verbal des séances précédentes.

Les membres du conseil municipal ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au

procès-verbal suivant. L'intervention ne peut excéder 3 minutes et mention en est faite dans le procès-verbal de la séance.

Article 28 : Comptes rendus

Art L. 2121-25 du CGCT : Dans le délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil municipal est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet de la commune.

Le compte-rendu synthétique de la séance comporte les mentions suivantes :

- la date de la séance ;
- le nom des conseillers présents, absents, excusés, représentés ;
- les décisions prises ;
- le résultat des scrutins.

Chapitre VII : Dispositions diverses

Article 29 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux

Art L. 2121-27 du CGCT : les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition.

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans un délai de 4 mois. Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

Les conseillers municipaux concernés peuvent à leur demande, disposer d'un local administratif permanent.

Le local est situé à l'adresse suivante : salle de réunion de l'Espace Culturel Christiane Faure (petite salle 1^{er} niveau). La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à leur disposition est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le Maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes.

Article 30 : Bulletin d'information générale

Article L. 2121-27-1 CGCT : Lorsque des informations générales sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.

La Ville de Limay propose de réserver à chaque groupe politique constitué la possibilité de s'exprimer au travers d'un espace intitulé « tribune » sur deux supports d'informations, d'une part une revue municipale et d'autre part un site internet, sous la forme suivante :

- dans chaque parution du bulletin municipal un espace permettant une contribution de 1800 signes, espaces et titre compris, à l'exception de la signature.

- sur le site internet de la ville, une rubrique permettant l'accueil de la même contribution de 1800 signes, espace et titre compris, à l'exception de la signature, actualisée à chaque parution du bulletin municipal.

Modalités de mise en œuvre :

2 semaines avant le bouclage du bulletin municipal, le représentant du groupe est informé de la date limite de remise de sa contribution qui sera adressée sous format « Word » en pièce jointe à un courriel adressé au cabinet du Maire avec copie au service communication (communication@ville-limay.fr).

Pour le site internet, c'est la même contribution qui sera mise en ligne à parution du magazine.

Les contributions sont soumises aux lois et règlements relatifs à la presse. Monsieur le Maire, directeur de la publication, pourra à ce titre refuser la parution ou demander des modifications dès lors que les contributions fournies engagent sa responsabilité pénale notamment s'il présente un caractère outrageant, diffamation ou injurieux conformément à la loi du 29 juillet 1881.

Article 31 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Article L. 2121-33 CGCT : Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Par ailleurs, quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du Maire, il est procédé à une nouvelle élection des Adjoints. A cette occasion, les délégués en poste peuvent être soit reconduits expressément dans leurs fonctions, soit remplacés.

Article 32 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 33 : Application du règlement

Le présent règlement est applicable dès son adoption par le Conseil municipal.

**DELIBERATION N° 73/2023
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE du 11 Décembre 2023

Sous la présidence de Monsieur Djamel NEDJAR, Le Maire

Présents : M. NEDJAR, Mme MACKOWIAK, M. BOURÉ, M. FLORIN, M. DADDA, Mme EL HAJOUI, M. MENIRI, Mme BOCK, M. POESSEL, M. PROD'HOMME, M. RUBANY, M. NITOU SAMBA, M. OLIVIER, Mme CETINKAYA, Mme NAZEF, M. BUISINE, Mme UMAKANTHAN, M. BIRACH, M. MILLET, M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER, M. MAILLARD, M. BOUTRY, M. SAHED, M. PEULVAST.

Excusés et ont donné procuration : Mme GOMEZ à M. FLORIN, Mme EL MANANI à M. OLIVIER, Mme TIZNITI à Mme MACKOWIAK, Mme BOULET à Mme CETINKAYA, Mme DIALLO à Mme NAZEF.

Secrétaire de séance : Mme NAZEF.

Objet : Vœux pour la paix au Proche-Orient reposant sur la demande d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la reconnaissance par la France d'un Etat de Palestine

Monsieur Le Maire expose :

Le 7 octobre 2023, le Hamas a déclenché une action terroriste armée dans le sud d'Israël. Des zones militaires et civiles ont été visées par des milliers de roquettes et l'infiltration de commandos. Des centaines de morts ont été déplorés. Actuellement plus de 220 otages israéliens sont retenus par le Hamas. Nous demandons leur libération. Des familles sont endeuillées par la perte d'êtres chers et nous partageons leur peine.

Israël n'a pas tardé à riposter par l'application d'une punition collective contre toute la Bande de Gaza. Les bombardements des quartiers résidentiels et des hôpitaux ont fait ainsi plus de 10 300 morts dont 4 300 enfants.

Nous condamnons fermement et sans condition l'ensemble de ces crimes qui ne font qu'alourdir le bilan de ce conflit. Nous rappelons qu'aucune guerre ne justifie la mort de civils, qu'ils soient israéliens ou palestiniens.

Cette attaque est un basculement sans précédent depuis les dernières guerres israélo-arabes de 1967 et 1973 qui ont scellé l'occupation israélienne de Gaza.

Pourtant, depuis plusieurs années, de nombreuses collectivités françaises ayant des partenariats avec des institutions, des villes et des camps palestiniens en Cisjordanie dont Jérusalem-Est, ont alerté à maintes reprises le gouvernement français sur la dégradation politique et humanitaire en Palestine. Une détérioration de la situation qui est due à une occupation et une oppression continue sur la population palestinienne, à un morcellement du territoire causé par une colonisation intensifiée, au blocus inhumain sur la bande de Gaza depuis 2007, aux violences arbitraires à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

C'est donc une population palestinienne meurtrie, humiliée, spoliée mais résolument résiliente qui subit quotidiennement les exactions des autorités israéliennes et des colons sur des territoires qu'ils occupent illégalement, selon le droit international.

C'est aussi une population israélienne asphyxiée par la rhétorique d'un paradigme sécuritaire des gouvernements d'extrême droite successifs, qui plongent leur société dans une voie sans issue.

Aujourd'hui plus que jamais, l'espoir d'un Etat palestinien et celui d'une paix juste et durable dans cette partie du Proche-Orient s'éloignent.

La France qui s'est toujours tenue aux côtés du droit international, en s'attachant aux résolutions des Nations Unies, doit dénoncer fermement l'escalade de la violence qui ne date pas du 7 octobre. La France doit fermement tenir sa position historique : fin de la colonisation et établissement d'un Etat de Palestine avec Jérusalem comme future capitale des deux Etats. Le Président Emmanuel Macron doit tenir la ligne de la diplomatie française.

Nous sommes profondément convaincus que c'est par le courage et par l'action politique franche et résolue de la France et de toute la communauté internationale que la paix sera rétablie au Proche-Orient.

Considérant la catastrophe humanitaire dans la Bande de Gaza depuis la reprise des hostilités le 7 octobre 2023 ;

Considérant le partenariat engagé entre la Ville de Limay et le camp de réfugié de SHU'FAT situé à Jérusalem Est ;

Considérant l'engagement des collectivités territoriales françaises dans la coopération décentralisée et leur action pour une paix juste et durable au Proche-Orient ;

Considérant la résolution 181 du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale des Nations Unies, prévoyant la création de deux Etats, israélien et palestinien ;

Considérant la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies, relative au droit au retour des réfugiés palestiniens ;

Considérant la résolution 242 du 22 novembre 1967 du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant l' « acquisition de territoires par la guerre » et demande le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés » ;

Considérant la résolution 446 du 22 mars 1979 du conseil de sécurité qui exige l'arrêt des « pratiques israéliennes visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967 » ;

Considérant les résolutions 476 et 478 du 30 juin 1980 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la préservation du statut de Jérusalem et déclarant nulle et non avenue la décision d'Israël de modifier le statut de Jérusalem ;

Considérant que le Parlement a invité « le gouvernement français à reconnaître l'État de Palestine en vue d'obtenir un règlement définitif du conflit » le 2 décembre 2014 ;

Considérant la résolution 2334 du 23 décembre 2016 du Conseil de sécurité, condamnant la colonisation israélienne ;

Considérant la position de la diplomatie française, portée par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

Le Conseil municipal de Limay demande à l'Etat français de :

- Concourir à un cessez-le-feu immédiat dans la Bande de Gaza
- Œuvrer pour une libération des otages
- Réaffirmer le respect du droit international et des résolutions des Nations Unies votées en faveur du peuple palestinien
- Reconnaître un Etat de Palestine sans délai

LE CONSEIL MUNICIPAL

Entendu l'exposé de Monsieur Le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE par 28 voix pour et 5 NPPV (M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER)

D'approuver cette délibération pour transmission aux plus hautes instances de l'Etat Français.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, les jours, mois et an susdits et ont signé les membres présents.



Le Maire,

Djamel NEDJAR

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Affichée le 19 DEC. 2023

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Voeux pour la paix au Proche-Orient reposant sur la demande d'un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la reconnaissance par la France d'un Etat de Palestine

Date de transmission de l'acte : 18/12/2023

Date de réception de l'accusé de réception : 18/12/2023

Numéro de l'acte : DELIB-73-2023 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 078-217803352-20231211-DELIB-73-2023-DE

Date de décision : 11/12/2023

Acte transmis par : Francine LIENHARD

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 1. Commande Publique
1.4. Autres types de contrats

**DELIBERATION N° 74/2023
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE du 11 décembre 2023

Sous la présidence de M. NEDJAR, Maire

Présents : M. NEDJAR, Mme MACKOWIAK, M. BOURÉ, M. FLORIN, M. DADDA, Mme EL HAJOUÏ, M. MENIRI, Mme BOCK, M. POESSEL, M. PROD'HOMME, M. RUBANY, M. NITOU SAMBA, M. OLIVIER, Mme CETINKAYA, Mme NAZEF, M. BUISINE, Mme UMAKANTHAN, M. BIRACH, M. MILLET, M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEVRIER, M. MAILLARD, M. BOUTRY, M. SAHED, M. PEULVAST.

Excusés et ont donné procuration : Mme GOMEZ à M. FLORIN, Mme EL MANANI à M. OLIVIER, Mme TIZNITI à Mme MACKOWIAK, Mme BOULET à Mme CETINKAYA, Mme DIALLO à Mme NAZEF.

Secrétaire de séance : Mme NAZEF.

Objet : Désignation dans les organismes extérieurs et commissions internes

Monsieur le Maire expose :

Il convient de procéder à l'actualisation des conseillers municipaux au sein des organismes extérieurs et commissions internes tel qu'indiqué dans l'annexe ci-jointe.

VU le Code de l'Éducation, et notamment son article D411-1.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité de procéder à l'actualisation des conseillers municipaux au sein des organismes extérieurs et des commissions internes.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, les jours, mois et ans susdits et ont signé les membres présents.



Le Maire,

Djamel NEDJAR

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Affichée le **19 DEC. 2023**

Hôtel de Ville

5, avenue du Président Wilson • 78520 Limay

Tél. 01 34 97 27 27 • Fax 01 34 97 27 34

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire
à l'adresse ci-dessus, en rappelant les références du service

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Désignation dans les organismes extérieurs et commissions internes

Date de transmission de l'acte : 18/12/2023

Date de réception de l'accusé de réception : 18/12/2023

Numéro de l'acte : DELIB-74-2023 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 078-217803352-20231211-DELIB-74-2023-DE

Date de décision : 11/12/2023

Acte transmis par : Francine LIENHARD

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 5. Institutions et vie politique
5.3. Désignation de représentants

COMMISSIONS INTERNES

<i>Commission Finances</i>		CM du 11/12/2023	
	<i>Titulaires</i>	<i>Suppléants</i>	
<p>composée d'élus</p> <p>Président : M. le Maire</p>	<p><i>Vice président : M. Samir MENIRI</i></p> <p>M. Denis BOURÉ M. Mohamed DADDA M. Alexis OLIVIER M. Samir MENIRI M. Bruno BIRACH M. François MAILLARD Mme Cécile DUMOULIN</p>	<p>M. Jean Marc RUBANY M. Jean-Claude POËSSEL Mme Ghyslaine MACKOWIAK Mme Keenajah UMAKANTHAN M. Alain FLORIN M. Stéphane PEULVAST M. Jean-Luc MAISONNEUVE</p>	

<i>Commission Cadre de vie - Aménagement du territoire - Développement durable</i>		CM du 11/12/2023	
	<i>Titulaires</i>	<i>Suppléants</i>	
<p>composée d'élus</p> <p>Président : M. le Maire</p>	<p><i>Vice-Président : M. Alain FLORIN</i> <i>Vice-Président : M. Mohamed DADDA</i></p> <p>M. Stéphane BUISINE M. Jean Marc RUBANY M. Ghyslaine MACKOWIAK M. Alain FLORIN M. Mohamed DADDA M. Brahim SAHED M. Sébastien DUPRAT</p>	<p>M. Dominique MILLET M. Olivier ALEXIS Mme Nicole BOCK Mme Rojin CETINKAYA Mme Sofia NAZEF M. Stéphane PEULVAST M. Jean-Luc MAISONNEUVE</p>	

<i>Commission Education - Enfance, petite enfance - Sports - Culture</i>		CM du 11/12/2023	
	<i>Titulaires</i>	<i>Suppléants</i>	
<p>composée d'élus</p> <p>Président : M. le Maire</p>	<p><i>Vice-Présidente : Mme Ghislane TIZNITI</i> <i>Vice-Président : M. Denis BOURÉ</i></p> <p>Mme Aïcha DIALLO M. Gérard PROD'HOMME Mme Ryslène EL MANANI Mme Ghyslaine TIZNITI M. Denis BOURÉ M. Mickaël BOUTRY M. Stéphane LAGEDAMON</p>	<p>Mme Rachida EL HAJOUJ M. Jean-Claude POESSEL Mme Isabelle BOULET M. Samir MENIRI Mme Elisabeth GOMEZ M. Stéphane PEULVAST Mme Emily LE LEPVRIER</p>	

CONSEILS D'ADMINISTRATION ET CONSEILS D'ÉCOLE

Titre	Désignés par arrêté du Maire <i>Arrêté du 14/12/2021</i>	Membres désignés par délibération du Conseil Municipal <i>CM du 11/12/2023</i>
ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES		
Ecole élémentaire Ferdinand Buisson	Mme Nicole BOCK	M. Ghislaine MACKOWIAK
Ecole élémentaire du Bois aux Moines	M. Stéphane BUISINE	M. Jean Marc RUBANY
Ecole élémentaire Pauline Kergomard	M. Mohamed DADDA	M. Bruno BIRACH
Ecole élémentaire Henri Wallon	Mme Rojin CETINKAYA	M. Dominique MILLET
Ecole élémentaire Jean Zay	Mme Ghislane TIZNITI	Mme Ghislaine MACKOWIAK
Ecole élémentaire Jean Macé	M. Samir MENIRI	M. Alain FLORIN
Ecole élémentaire Jules Ferry	M. Denis BOURÉ	Mme Ryslène EL MANANI
ÉCOLES MATERNELLES		
Ecole maternelle Ferdinand Buisson	Mme Rachida EL HAJOUJ	Mme Elisabeth GOMEZ
Ecole maternelle du Bois aux Moines	M. Gaston NITOU-SAMBA	M. Jean Marc RUBANY
Ecole maternelle Pauline Kergomard	M. Gérard PROD'HOMME	Mme Keenajah UMAKANTHAN
Ecole maternelle Henri Wallon	Mme Sofia NAZEF	M. Dominique MILLET
Ecole maternelle Jean Macé	M. Jean-Claude POËSSEL	M. Gérard PROD'HOMME
composée d'élus	Mme Nicole BOCK	Mme Aïcha DIALLO
Ecole Maternelle Zulmée Carlu	Mme Ryslène EL MANANI	Mme Ghislane TIZNITI
Groupe scolaire Maurice Quettier		M. Alexis OLIVIER
COLLEGES		<i>CM du 11/12/2023</i>
Collège Albert Thierry		<i>Titulaire</i> Mme Ghislane TIZNITI
Collège Gallée		<i>Suppléant</i> M. Gérard PROD'HOMME
Lycée Condorcet		<i>Titulaire</i> M. Jean Marc RUBANY
		<i>Suppléant</i> Mme Ghislane TIZNITI
Lycée Condorcet		<i>Titulaire</i> Mme Ghislane TIZNITI
		<i>Suppléante</i> Mme Nicole BOCK

**DELIBERATION N° 75 / 2023
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE du 11 décembre 2023

Sous la présidence de Monsieur Djamel NEDJAR, Le Maire

Présents : M. NEDJAR, Mme MACKOWIAK, M. BOURÉ, M. FLORIN, M. DADDA, Mme EL HAJOUÏ, M. MENIRI, Mme BOCK, M. POESSEL, M. PROD'HOMME, M. RUBANY, M. NITOU SAMBA, M. OLIVIER, Mme CETINKAYA, Mme NAZEF, M. BUISINE, M^{me} UMAKANTHAN, M. BIRACH, M. MILLET, M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER, M. MAILLARD, M. BOUTRY, M. SAHED, M. PEULVAST.

Excusés et ont donné procuration : Mme GOMEZ à M. FLORIN, Mme EL MANANI à M. OLIVIER, Mme TIZNITI à Mme MACKOWIAK, Mme BOULET à Mme CETINKAYA, Mme DIALLO à Mme NAZEF.

Secrétaire de séance : Mme NAZEF.

Objet : **Modification des membres du Conseil municipal au Conseil d'administration du CCAS**

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article L.123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui précise que le Conseil d'administration du CCAS comprend des membres élus désignés en son sein par le conseil municipal et, en nombre égal, des membres nommés par le Maire,

Vu l'article R.123-9 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui précise la procédure de remplacement des administrateurs élus démissionnaires,

Vu le courrier de Madame DIALLO Aminata en date du 07 avril 2023 portant démission de son mandat d'administrateur du Conseil d'Administration du CCAS,

Considérant qu'il convient de procéder à l'installation de Madame LE LEPVRIER Emily en qualité d'administrateur élu au Conseil d'Administration du C.C.A.S.

Ainsi, les administrateurs élus au Conseil d'administration du CCAS à la date du 11 décembre 2023 sont :

- Mme EL HAJOUÏ Rachida
- Mme MACKOWIAK Ghislaine
- M. RUBANY Jean Marc
- M. DADDA Mohamed
- Mme GOMEZ Elisabeth
- Mme LE LEPVRIER Emily
- M. MAILLARD François

LE CONSEIL MUNICIPAL

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Hôtel de Ville

5, avenue du Président Wilson • 78520 Limay
Tél. 01 34 97 27 27 • Fax 01 34 97 27 34
Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire
à l'adresse ci-dessus, en rappelant les références du service

DECIDE à l'unanimité :

Article 1 : de **PRENDRE ACTE** de la démission de Madame DIALLO Aminata le 07 avril 2023 ;

Article 2 : de **NOMMER** Madame LE LEPVRIER Emily en qualité d'administrateur élu au Conseil d'Administration du CCAS.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE PUBLIQUE, les jours, mois et an susdits et ont signé les membres présents.

 Le Maire,
Djamel NEDJAR

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Affichée le 19 DEC. 2023

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Modification des membres du Conseil Municipal au Conseil d'Administration du CCAS

Date de transmission de l'acte : 18/12/2023

Date de réception de l'accusé de
réception : 18/12/2023

Numéro de l'acte : DELIB-75-2023 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 078-217803352-20231211-DELIB-75-2023-DE

Date de décision : 11/12/2023

Acte transmis par : Francine LIENHARD

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 5. Institutions et vie politique
5.3. Designation de représentants

**DELIBERATION N° 76/2023
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE du 11 décembre 2023

Sous la présidence de Monsieur Djamel NEDJAR, Le Maire

Présents : M. NEDJAR, Mme MACKOWIAK, M. BOURÉ, M. FLORIN, M. DADDA, Mme EL HAJOUJ, M. MENIRI, Mme BOCK, M. POESSEL, M. PROD'HOMME, M. RUBANY, M. NITOU SAMBA, M. OLIVIER, Mme CETINKAYA, Mme NAZEF, M. BUISINE, Mme UMAKANTHAN, M. BIRACH, M. MILLET, M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER, M. MAILLARD, M. BOUTRY, M. SAHED, M. PEULVAST.

Excusés et ont donné procuration : Mme GOMEZ à M. FLORIN, Mme EL MANANI à M. OLIVIER, Mme TIZNITI à Mme MACKOWIAK, Mme BOULET à Mme CETINKAYA, Mme DIALLO à Mme NAZEF.

Secrétaire de séance : Mme NAZEF.

Objet : **Mise à jour du tableau des effectifs – Créations et suppressions – Budget principal**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.313-1 et L.332-8,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique,

Vu la délibération en date du 26 avril 2007 relatif au régime indemnitaire,

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

Considérant qu'il convient de mettre régulièrement à jour le tableau des effectifs afin de :

- Créer et supprimer les postes correspondant aux évolutions de carrière prévues statutairement (promotion interne, avancement de grade) ;
- Prendre en compte les recrutements réalisés et de transformer les postes quand le grade de recrutement est différent du grade créé ou du grade du poste laissé vacant ;
- Actualiser les postes créés suite à un ajustement du besoin ;
- Prendre en compte les changements de statut (contractuel à stagiaire) et de quotité ;
- Prendre en compte les départs de collaborateurs non remplacés ;

- Autoriser le recrutement d'agents contractuels sur le fondement des articles L.332-14 et L.332-8 du Code Général de la Fonction Publique,

Il convient de mettre à jour le tableau des effectifs au 11 décembre 2023.
Monsieur le Maire :

I. A) **De prendre (13 etp)** en compte les départs ayant libérés des postes sur les grades suivants :

- 1 poste de Directeur général adjoint sur l'emploi fonctionnel de DGA suite à fin de détachement
- 1 poste de Chargé de recrutement et de la GPEEC sur le grade de Rédacteur suite à démission
- 1 poste de Gestionnaire en charge des congés pour indisponibilité physique à temps complet sur le grade de d'Adjoint administratif territorial principal de 1^{ère} classe suite à mutation
- 1 poste de Responsable du patrimoine bâti à temps complet sur le grade de Technicien principal de 2^{ème} classe suite à mutation
- 1 poste de Responsable du service propreté urbaine à temps complet sur le grade d'Agent de maîtrise principal suite à départ en retraite (1^{er} janvier 2024)
- 1 poste de Responsable du service entretien à temps complet sur le grade d'Agent de maîtrise suite à fin de contrat
- 1 poste de professeur de musique à temps complet sur le grade d'Assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe suite à mise en disponibilité pour élever un enfant
- 1 poste de Coordinateur d'accueil périscolaire à temps complet sur le grade d'Animateur
- 1 poste de Chargé de mission attractivité économie locale à temps complet sur le grade d'Animateur (1^{er} janvier 2024) suite à mutation
- 1 poste d'Animateur à temps complet sur le grade d'Adjoint territorial d'animation suite à démission
- 1 poste de Référent périscolaire à temps complet sur le grade d'Adjoint territorial d'animation suite à mutation
- 2 postes d'Assistante maternelle à temps complet suite à départ en retraite (01/01/2024)

I. B) **De prendre (6.8 etp)** en compte les recrutements réalisés sur des postes libérés par des départs lors les précédents tableaux des effectifs sur les grades suivants :

- 1 poste de Contrôleur de gestion à temps complet sur le grade d'Attaché
- 1 poste de Jardinier à temps complet sur le grade d'Adjoint technique territorial
- 1 poste de Gardien des complexes sportifs à temps complet sur le grade d'Adjoint technique territorial et transformation du grade initial d'Adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe
- 1 poste de Professeur de musique à temps non complet 7 heures hebdomadaires (0.35 etp) sur le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe
- 1 poste de Professeur de musique à temps non complet 9 heures hebdomadaires (0.45 etp) sur le grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe
- 1 poste d'Animateur nature à temps complet sur le grade d'Animateur
- 1 poste d'Adjoint territorial d'animation principal de 2^{ème} classe fin de détachement double carrière suite à titularisation
- 1 poste de Médiateur à temps complet sur le grade d'Adjoint territorial d'animation

II. A) **De créer (6 etp)** des postes suite à la mise en place de la convention de gestion et des ajustements des nouveaux besoins sur les grades suivants :

- 1 poste de Coordonnateur Santé Accessibilité sur le grade de Rédacteur
- 1 poste de Chef d'équipe des espaces verts sur le grade d'Agent de maîtrise
- 1 poste de Jardinier sur le grade d'Adjoint technique
- 2 postes d'Agent de propreté sur le grade d'Adjoint technique territorial
- 1 poste de Responsable B.I.J. sur le grade d'adjoint territorial d'animation

III. A) **De transformer** au titre des changements de filière liés au reclassement pour inaptitude physique, juridiquement la transformation n'existant pas, celle-ci se traduit par une suppression et création de l'emploi,

Aussi il convient **de créer** sur le grade suivant :

- 1 poste d'Agent d'accueil sur le grade d'Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe

Et de **supprimer** le grade initial d'Adjoint technique territorial principal de 2ème classe

Le tableau des emplois est remis à jour pour tenir compte de ces modifications.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE par 24 voix pour, 5 voix contre (M. MAISONNEUVE, Mme DUMOULIN, M. DUPRAT, M. LAGEDAMON, Mme LE LEPVRIER), **4 abstentions** (M. MAILLARD, M. BOUTRY, M. SAHED, M. PEULVAST)

- **D'autoriser** la modification du tableau des effectifs en tenant compte des éléments ci-dessus exposés, et ce au 11 décembre 2023.

- **D'inscrire** au budget les crédits nécessaires.

FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE PUBLIQUE, les jours, mois et an susdits et ont signé les membres présents



Le Maire,

Djamel NEDJAR

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Affichée le **19 DEC. 2023**

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Mise à jour du tableau des effectifs Créations et suppressions sur le Budget principal

Date de transmission de l'acte : 18/12/2023

Date de réception de l'accusé de réception : 18/12/2023

Numéro de l'acte : DELIB-76-2023 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 078-217803352-20231211-DELIB-76-2023-DE

Date de décision : 11/12/2023

Acte transmis par : Francine LIENHARD

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 4. Fonction publique
4.1. Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.